

avis financiers

ices à la personne : ons d'achat 00 euros disponibles at juin

teurs de chèques em-
niversel (Cesu), qui se
ur l'occasion, ont mis
s doubles. Les mé-
ficiers du « bon
services à la personne
promis par le chef de
du sommet social du
cevront bien leur car-
a de 20 euros entre le
juillet. Le ministre des
ales, Brice Hortefeux,
re d'Etat à l'Emploi,
quiez, l'ont annoncé
antant le coffret d'in-
ni sera envoyé dès à
million de personnes
ar cette mesure : bé-
l'APA, de l'allocation
d'un enfant han-
complément de mode
entre janvier et

expliqué l'action en deux temps du
gouvernement par la nécessité de
familiariser le public avec le dispo-
sitif. Le secrétaire d'Etat a par
ailleurs précisé que Pôle emploi
disposera de 50 millions d'euros de
Cesu et pourra aussi accorder des
bons d'achat de 200 euros par en-
fant aux chômeurs en cas de retour
à l'emploi.

Régler les cotisations sociales

Tous ces « bons d'achat » s'utili-
seront comme n'importe quel Cesu
préfinancé. Les ménages qui ne le
sont pas déjà devront s'inscrire
auprès du Centre national du Cesu
pour pouvoir utiliser leur bon
d'achat. Ceux qui embaucheront
en direct devront déclarer leur sa-
larié auprès du Centre de rem-
boursement des Cesu pour qu'il
puisse se faire payer. Et ils devront
régler les cotisations sociales sala-
riales et employeur qui ne sont,
dans ce cas, pas comprises dans la
valeur faciale du chèque emploi
service universel. Dans le cas d'un
service rendu par un prestataire, le
coût est plus élevé mais il inclut les
charges. **LEILA DE COMARMOND**

AMME

• Confirmant une information parue dans les « Echos »
AV a confirmé qu'une erreur informatique a conduit à
nombre de trimestres validés pour la retraite lors de
hommage pour de nombreux assurés.

chute de l'intérim en mars, le emploi

Un total de 463.900 personnes
occupaient un emploi intérimaire en
France en mars, un nouveau recul de
4,5 % par rapport au mois de février
(-22.100) et une chute de 34,4 % par
rapport à mars 2008, selon des
données publiées mardi par Pôle
emploi. De fin mars 2008 à fin
mars 2009, il y a eu
243.000 intérimaires de moins,
présentent ces données corrigées des
variations saisonnières. En mars,
l'industrie a reculé dans tous les secteurs d'activité, mais plus
s l'industrie (-6,7 %) que dans la construction (-3,1 %)
aire (-3,4 %). Parmi les grands secteurs industriels, la
matériels de transport, qui comprend l'automobile, a le
t baissé (-2 %), tandis que la fabrication d'équipements
troniques, informatiques et la fabrication de machines
12,3 %. Sur un an, l'emploi intérimaire a baissé dans
ns. La Franche-Comté a encore accusé la chute la plus
oi intérimaire (-55,9 %), suivie de la
rdenne (-50,3 %). Les pertes d'effectifs intérimaires les
ntes ont concerné Provence-Alpes-Côte d'Azur
anguedoc-Roussillon (-22,2 %).

93 % des départements et 88 % ns bénéficieront des retours de TVA

s territoriales ont jusqu'à vendredi pour boucler des
ce l'Etat, afin de bénéficier de remboursements de TVA
le ministère de la Relance a fait savoir que 23 régions
) ont fait la démarche. Seules Champagne-Ardenne,
adeloupe y ont renoncé. Les départements, eux, sont 93
opté pour le dispositif. Ceux qui ont refusé d'y souscrire
Doubs, la Guadeloupe, l'Indre-et-Loire, la Manche, la
r... pour des raisons politiques ou financières. Les
A sont en effet conditionnés au lancement de projets
it public. D'après le ministère, ce sont 49 milliards
ont ainsi injectés dans l'économie.

de France prévoit une chute 0,6 % au deuxième trimestre

rieur brut (PIB) devrait baisser de 0,6 % au deuxième
selon la première estimation de l'Indicateur d'activité de
rance, publié hier. L'Insee, qui publie vendredi sa
ation de la croissance pour le premier trimestre, prévoit
de 1,5 % puis, comme la Banque de France, de 0,6 %
mestre. La Banque de France tablait le mois dernier sur
3 de 0,8 % au premier trimestre. L'indicateur du climat
s l'industrie, également publié hier par la Banque de
élioré de 1 point en avril (à 75), après un point bas à 68
En avril, la baisse de l'activité industrielle a été plus

Assemblée Générale Mixte Sequana

Les actionnaires de Sequana

sont invités à

l'Assemblée Générale Mixte

Mercredi 27 mai 2009 à 10h30

2, rue Paul Cézanne - 75008 Paris
(Amphithéâtre en sous-sol)

@ Pour plus d'informations :
www.sequana.com

SEQUANA



Dividende Veolia Environnement 2008

L'Assemblée Générale des Actionnaires de Veolia Environnement,
réunie le 7 mai 2009 à Paris, a approuvé le dividende proposé au titre
de l'exercice 2008, soit 1,21 euro par action et a décidé que chaque
actionnaire pourrait choisir de recevoir le paiement du dividende en
numéraire ou en actions ordinaires nouvelles de la Société.

Le prix d'émission des actions ordinaires nouvelles qui seront
remises en paiement du dividende est fixé à 16,06 euros. Ce prix
correspond à 90 % de la moyenne des premiers cours cotés aux
vingt séances de bourse précédant le jour de la décision de mise
en distribution diminuée du montant net du dividende, et arrondi
au centime d'euro immédiatement supérieur.

Ces actions nouvelles porteront jouissance au 1^{er} janvier 2009
et seront entièrement assimilées aux actions composant le capital
social actuel de la Société. La date de détachement du dividende
de l'action et la date de négociation ex-dividende sont fixées au
mercredi 13 mai 2009. Les actionnaires pourront exercer leur option
du mercredi 13 mai 2009 au jeudi 28 mai 2009. Au-delà de cette
date ou à défaut d'avoir exprimé l'option choisie les actionnaires
recevront le dividende uniquement en numéraire à partir du lundi
8 juin 2009.

Si le montant des dividendes pour lequel est exercée l'option ne
correspond pas à un nombre entier d'actions, l'actionnaire pourra
obtenir le nombre d'actions immédiatement supérieur en versant,
à la date où il exercera son option, la différence en numéraire ou,
à l'inverse, recevoir le nombre d'actions immédiatement inférieur
complété d'une soultte en espèces.

Le dividende de l'exercice 2008, arrêté sur les positions du 12 mai 2009
au soir, sera mis en paiement à partir du 8 juin 2009.

Retrouvez des informations sur les modalités pratiques de l'option
de paiement du dividende en actions ou en numéraire :

- au Numéro libre appel : 0 805 800 000*
- sur le site www.veolia-finance.com sur lequel est en ligne
un simulateur de calcul du dividende versé en actions

* Appel gratuit depuis un poste fixe en France

Retrouvez sur
lesechos.com
l'histoire des
Informations
réglementées

lesechos.com
LE RÉFÉRENT D'INFORMATIONS

WIRE

Angel Marl : 01.49.53.65.20

LesEchos.fr

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par Jugement du 30 avril 2009, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a déclaré la dissolution et ordonné la liquidation de la société d'investissement à capital variable sous forme d'une société anonyme LUXEMBOURG INVESTMENT FUND R.C. No B 0088859, avec siège social à L-1855 Luxembourg, 33 A, avenue John F. Kennedy.

Le même jugement a nommé Madame Christiane JUNCK, vice-présidente au Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, et liquidateurs Maître Alain RUKAVINA, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg et Monsieur Paul LAPLUME, réviseur d'entreprises, demeurant à Junglinster.

Il dit que les liquidateurs représentent tant la société que ses investisseurs et créanciers et qu'ils sont dotés des pouvoirs les plus étendus en vue de la réalisation de leur objectif qu'ils exerceront tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Il dit que le cours des intérêts est arrêté au 30 avril 2009.

Le jugement ordonne aux créanciers de faire au greffe du tribunal de commerce du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg la déclaration du montant de leurs créances avant le 30 juillet 2009.

Le jugement déclare l'article 508 du Code de commerce applicable aux déclarations de créances déposées après cette date.

Il déclare applicable les dispositions légales relatives à la liquidation de la faillite sous réserve des modalités dérogatoires suivantes :

la vérification des créances est faite par les liquidateurs au fur et à mesure du dépôt des déclarations de créance, ils portent sur des listes les créances qu'ils estiment admissibles, chaque créance admissible est désignée par l'identité de son titulaire, son montant et sa cause, ainsi que son caractère privilégié ou chirographaire; les liquidateurs établissent des listes sur lesquelles sont portées les créances contestées,

les liquidateurs font rapport au juge-commissaire de leurs opérations de vérification, et lui soumettent périodiquement des projets de listes de créances admissibles et de créances contestées;

pendant les dix premiers jours des mois de février, juin et octobre, les listes avec les créances périodiquement déclarées admissibles sont déposées au greffe du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg, sixième Chambre, où les créanciers déclarés, ceux portés au bilan et les actionnaires peuvent en prendre inspection; pendant cette même période, ces mêmes personnes peuvent former contredit contre les créances figurant sur les prélistes. Le contredit est formé par une déclaration au greffe, mention en est faite par le greffier sur la liste en question, en marge de la créance contestée; la mention porte la date du contredit et l'identité de son auteur ainsi que, le cas échéant, du mandataire procédant à la déclaration de contredit; le contredit doit être réitéré, sous peine d'irrecevabilité, dans les trois jours, par lettre recommandée adressée aux liquidateurs; il doit contenir, sous peine d'irrecevabilité, les qualités exactes de l'auteur du contredit, l'adresse du domicile dans la commune de Luxembourg; les justifications concernant sa qualité, ainsi que les moyens et pièces invoqués à l'appui du contredit.

la recevabilité et le bien-fondé du contredit sont sommairement contrôlés par les liquidateurs.

après expiration du délai de dix jours pour former contredit, les créances déclarées admissibles et non contestées sont admises définitivement dans les procès-verbaux signés par les liquidateurs et le juge-commissaire.

les liquidateurs informent valablement les créanciers dont les déclarations de créance ont été contestées ou fait l'objet d'un contredit recevable et non dénué de tout fondement, du caractère contesté de leur créance ou de l'existence d'un contredit, par lettre recommandée à l'adresse du domiciliataire, sinon à l'adresse du mandataire étranger, sinon à l'adresse indiquée dans la déclaration de créance, sinon à leur dernière adresse connue;

faute par ces créanciers de procéder par voie d'assignation endéans un délai de 40 (quarante) jours à partir de la date d'envoi à la poste de cette lettre recommandée, la déclaration de créance en question est considérée comme définitivement rejetée;

les liquidateurs informent de même les contredisants dont le contredit leur paraît recevable ou dénué de tout fondement, du caractère contesté de leur contredit par lettre recommandée au domicile élu.

Faute par les contredisants de procéder par voie d'assignation endéans un délai de 40 (quarante) jours à partir de la date d'envoi à la poste de cette lettre recommandée, leur contredit est considéré inexistant et la créance déclarée admissible.

Le créancier qui procède par voie d'assignation contre les liquidateurs et, en cas de contredit, également contre le contredisant, de même que le contredisant qui procède par assignation contre le créancier et les liquidateurs, doivent impérativement élire domicile dans la commune de Luxembourg dans l'assignation; à défaut de maintenir l'adresse de domicile pendant la durée de la procédure ou de notification d'un changement de domicile élu aux liquidateurs, toutes informations ultérieures et toutes significations pourront être valablement données au greffe du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg siégeant en matière commerciale, sixième Chambre, tel que prévu par l'article 499, alinéa 2, du Code de commerce.

Les contestations qui ne peuvent recevoir une décision immédiate sont disjointes, celles qui ne sont pas de la compétence du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg, siégeant en matière commerciale, sont renvoyées devant le tribunal compétent.

aucune opposition ne sera reçue contre les jugements statuant sur les contestations et contredits.

les créanciers dont les créances ont été admises en sont informés individuellement par lettre simple des liquidateurs.

Le même jugement dit que les créances libellées dans une monnaie autre que l'euro seront converties dans cette devise au cours de change du jour du jugement de liquidation tel qu'il est publié par la Banque centrale européenne et le paiement de toutes les créances admises se fera en euro;

il ordonne que les scellés seront apposés au siège social de la société et partout ailleurs où besoin en sera, à moins que l'inventaire ne puisse être terminé en un seul jour, auquel cas il y sera procédé sans apposition préalable;

il ordonne la publication du présent jugement en son intégralité au Mémorial et par extrait dans les journaux Luxembourgeois Wort, Les Echos, El Pais et Financial Times;

il dit que le présent jugement est exécutoire par provision;

il met les frais à charge de la société d'investissement à capital variable sous forme de société anonyme LUXEMBOURG INVESTMENT FUND.

Le jugement entier pourra être consulté sur le site de <http://www.justice.public.lu/>

Les liquidateurs judiciaires

Paul LAPLUME

Alain RUKAVINA

Adresse de liquidation :

LUXEMBOURG INVESTMENT FUND SICAV (en liquidation judiciaire)

B.P. 456

L-2016 LUXEMBOURG

LA VERSION INTEGRALE DU JUGEMENT PREVAIL